

INFO-LUTTES

PRIX LIBRE
N°5. IPNS.
Mardi 23 nov. 2010
infoluttescaen@laposte.net

FEUILLE D'INFO APÉRIODIQUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTERCATÉGORIELLE DE LUTTE DE CAEN

ÉDITO

Après un mois de lutte, quelle tristesse ce retour au/d du quotidien : l'usine, le bureau, les bancs du lycée, les collègues qui « soutenaient » sans rien faire, la télé ou les discussions de comptoir pour les uns et les autres... NON, ce n'était vraiment pas ce dont on avait besoin et envie... Et pourtant nous avons toujours les mêmes raisons de nous battre et toujours la même envie de le faire : les affaires judiciaires du pouvoir (Woerth/ Betancourt, Karachi...) sont de plus en plus grosses et impunies ; la précarité/ pauvreté continue son ascension tout comme les bénéfices du CAC 40 ; les ex-services publics (EDF-Suez, SNCF, La Poste...) augmentent leurs tarifs et les autres services publics se privatisent (universités, hôpitaux...) ; les sans-papiers continuent d'être expulsés et les étrangers subissent de plein fouet la xénophobie d'Etat... Construire une résistance est toujours long, alors que le Pouvoir nous presse. C'est pourtant ce à quoi nous participons lentement mais sûrement. Alors on vous invite, venez, avec votre colère et votre détermination, aux RDV proposés (AG, actions, débats...) et continuons de construire le rapport de force.

**N° DE LA COMMISSION
ANTIREPRESSION :
06.69.01.27.24**

PRÉSENTATION DE L'AG INTERCATÉGORIELLE DE LUTTE

Depuis le début du mouvement se sont tenues des assemblées générales intercatégorielles. Elles se sont définies comme un lieu de rencontre pour toute personne (salariés, chômeurs, étudiants, lycéens, retraités, ...), syndiquée ou non, désireuse de lutter et de créer un rapport de force. Un des objectifs est l'élaboration d'actions communes au niveau local. Elle est également un lieu d'appui mutuel pour les éventuels secteurs en lutte. L'ensemble de l'assemblée générale s'est entendue sur des axes revendicatifs :

- abrogation totale de la réforme des retraites,
- refus de toutes les politiques anti-sociales,
- aucune négociation envisageable.

Les personnes présentes étaient conscientes de la nécessité de créer un rapport de force à la hauteur des enjeux, passant par différentes formes d'actions (barrage filtrant, blocage, occupations de lieux institutionnels et/ou économiques...), dans une perspective de grève générale reconductible.

Contact :
ag.intercatégorielle@gmail.com

UNE PETITE ANALYSE DU MOUVEMENT ET DE SES PERSPECTIVES...

Alors que nous participons bon gré mal gré à cette journée funéraire du 23 nov., nous sommes nombreux/euses à faire les mêmes constats :

- Le mouvement de grève interprofessionnel et intercatégoriel était inscrit dans un mouvement de grève reconductible dans certains secteurs, souvent de manière minoritaire, et n'a pas amené à la grève générale.
- Pourtant, la grève était « suivie » par un grand nombre mais par procuration. À la différence de 1995, où 4 secteurs principalement se battaient (Education, SNCF, EDF-GDF et La Poste), le mouvement d'octobre 2010 s'est construit à partir d'individus de différents secteurs, du public et du privé, de différentes catégories (salariés, chômeurs, retraités, étudiants et lycéens), avec étiquetage syndical (ou non)... Bref, décloisonnement !
- La « convergence » des luttes est là ! Car au-delà de la thématique des retraites, ce sont les conditions de travail et de vies qui sont au cœur de la colère sociale qui s'exprime actuellement.
- L'idée de « redistribution des richesses » s'est répandue et celle de se battre activement aussi.
- De véritables logiques et pratiques de lutte ont été (re)diffusées par le biais d'outils jadis généralisés dans les conflits sociaux : AG de lutte, journaux de lutte, caisse de grève, blocages économiques, sabotages, affrontements...
- La répression étatique fut radicale. De nouvelles défenses collectives nous sont nécessaires.

Nous pensons que des jalons sont posés pour la suite. Maintenant, bien malin sera celui/celle qui peut prédire les mois à venir... Les prochains conflits devront devenir plus intenses, plus massifs et s'ancrer toujours plus dans une perspective intercatégorielle. L'enjeu de la Sécurité Sociale paraît être le futur objectif de la contestation sociale. Nous savons que nous devons à l'avenir être plus nombreux-euses, déterminés et combattifs-ve-s. Nous devons continuer à nous défaire du pessimisme et du réformisme des grandes confédérations syndicales nationales pour nous battre à la base, localement et de manière coordonnée. Que l'on soit votants ou non, nous devons comprendre que les élections ne changeront rien, c'est par un rapport de force conséquent que nous pourrions lutter contre le patronat et les gouvernements qui nous volent tout et tous les jours. À l'échelle locale, il est primordial que les liens et les solidarités tissés se maintiennent. Pour cela, seuls des RDV d'AG interpro ou intercatégorielle peuvent répondre au sentiment d'isolement que nous connaissons toutEs sectoriellement.

Rien n'est fini, tout commence...

MANIF ET « ACTION » DU 6 NOVEMBRE

Une dizaine de milliers de personnes ont participé à la manif du 6 novembre malgré le temps pourri. Collages et bombages de slogans sur les vitrines de banques, d'agences immobilières, de maisons d'assurances ont égayé le cortège. Au moment de la dispersion à la préfecture, une centaine de personnes, à l'appel de l'AG intercatégorielle et de l'AG étudiante, ont tenté de s'approcher des bureaux de Malakoff-Médéric à l'angle de la rue de Grusse et du boulevard circulaire. Ils/elles avaient l'intention d'en murer symboliquement la porte. Mais la police était déjà en position devant les locaux et visiblement prête à en découdre. Le groupe d'une centaine de manifestants est donc parti vers le commissariat central où les militants du Groupe d'Action Non-Violente Antinucléaire (responsable de l'action de blocage du train de déchets nucléaires qui passait par Caen le 5 novembre) étaient en garde à vue. Sur place un impressionnant dispositif policier était évidemment déployé. Ayant appris que les antinucléaires interpellés avaient été remis en liberté, le cortège est redescendu groupé en ville.

INTERVENTION POLICIÈRE À LA FAC LE 9 NOVEMBRE

Suite à l'AG étudiante du lundi 8 novembre (environ 400 participantEs), le blocage du campus 1 a été revoté à une courte majorité malgré les interventions menaçantes de représentantEs de la présidence de l'université. Le barricadage des bâtiments Sciences et Lettres a commencé. En Sciences, la situation s'est tendue suite à l'attitude violente d'un petit groupe « d'anti-bloqueurs ». Quelques bousculades et échanges de coups ont eu lieu. Très vite, les rumeurs d'une intervention probable de la police ont été confirmées, la présidente de la fac, Josette Travert, ayant décidé d'appeler les flics pour évacuer les grévistes. Un comité de lutte étudiant s'est tenu le soir. La majorité des gens, après des débats parfois houleux, a décidé de ne pas dormir dans les bâtiments vu le risque d'intervention policière. Seule une poignée de gens a finalement choisi de rester pour la nuit. Prévenus à 5H30 du matin par des guetteurs qu'une centaine de flics (gendarmes mobiles, RG, BAC...) approchait de la fac, les derniers des mohicans ont pu s'éclipser rapidement sans être embarqués, ce qui a bien énervé les forces de l'ordre.

Toute la matinée, le campus a été quadrillé par les uniformes. Des étudiantEs ont été contrôlés, fouillés et parfois insultés aux entrées des bâtiments. À 14H, plusieurs dizaines d'étudiantEs ont brièvement occupé la salle des conseils dans le bâtiment de la présidence avant d'en repartir suite au retour de policiers anti-émeutes.

Nouvelle politique (ré)-éducative : Moins de personnels, plus de vigiles...

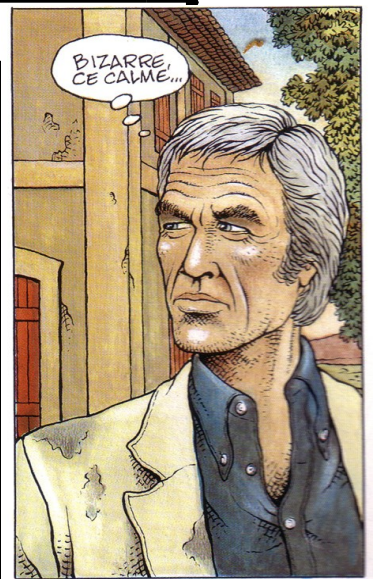
Depuis on aperçoit parfois sur le campus des flics en civils et il y a en permanence plein de vigiles (Mag-sécurité) qui surveillent les bâtiments. Le Conseil d'Administration du 19.11 était gardé par 32 vigiles et surveillé par des RG. Le coût total des vigiles est estimé entre 100.000 et 150.000 €...

ACTION DE BLOCAGE DU 11 NOVEMBRE

À l'appel de l'AGIL et de l'AG étudiante, une cinquantaine de personnes ont bloqué, avec tracts et banderoles, le centre commercial Paul Doumer en centre-ville de 15H à 16H30 pour protester contre la réforme des retraites et le travail lors des jours fériés. La direction du centre a fait fermer illico les entrées. Cela a permis d'offrir une pause aux salariés (que leurs bas salaires contraignent souvent à se porter volontaires pour bosser les jours fériés qui sont majorés). À part quelques prises de tête avec des zombies accros à la consommation, tout s'est bien passé.

Jeudi 18 : rassemblement symbolique devant Malakoff... et Police partout !!

L'intersyndicale interpro locale appelé à rassemblement symbolique devant Malakoff-Médéric (fond de pension par capitalisation, géré par Guillaume Sarkozy) à 12H. Résultat : 70 personnes ont fait face à un dispositif policier disproportionné (dizaine de fourgons de CRS, camion anti-émeute...). Évidemment, le déséquilibre des forces en présence ne permettait rien (y avait-il quelque chose de prévu ?), et au bout d'une heure, le rassemblement s'est disloqué. Cette expérience confirme l'analyse que seul le secret sur l'action peut permettre qu'elle aboutisse. À la toute fin, des contrôles d'identité ont eu lieu et 9 marqueurs ont été confisqués...



Action de blocage le 15/11

À l'appel de l'AGIL et de l'AG étudiante une quarantaine de personnes se sont retrouvées à 17H30 Place Bouchard. C'est à un rythme rapide que ce groupe s'est rendu devant le Monoprix du centre-ville avec l'intention de le bloquer mais la police était aux aguets. La BAC et des vigiles ont réussi à garder le contrôle d'une des 2 entrées. Rapidement plusieurs voitures de policiers en tenues anti-émeute arrivent sur place avec l'intention visible d'intervenir. Les manifestantEs se sont alors repliés vers le Mac Do tandis que la police restait devant le Monoprix. Ils/elles ont symboliquement bloqué le Mac Do pendant 3/4 d'heure avant que l'arrivée rapide d'une dizaine d'anti-émeutes et de la BAC ne les incite à lever le camp et à se disperser tranquillement plus loin.

BRÈVES SUR LES ACTIONS MENÉES

Des actions continuent dans plusieurs villes, notamment là où les AG interpro fonctionnent... Mais ces actions se font avec de moins en moins de monde, donc une exposition plus grande à une éventuelle répression étatique :

Le 17/11 : Dijon, blocage d'une Zone d'activité de 4h30 à 7h30 par une 50aine de pers.

Le 15/11 : à Langon (33), blocage d'un convoi airbus pendant 1H par une 60aine de personnes ; Le Havre : manif nocturne à 150 pers. ; à Sante (59) : blocage du port fluvial ; à Mellac (29) : Intermarché bloqué par 15 pers.

Le 14/11, des péages gratuits à Dijon, Nantes, Fleury-en-bière et Roanne.

Le 11/11 : journée d'actions symboliques et/ou de blocages de centres commerciaux pour commémorer les morts au travail avant la retraite à : Vannes, Angoulême, Tours, Nantes, Nice, Caen, quimper, Montauban, Chambéry, Limoges, le havre, Nancy, Crest, Béziers, rennes, paris, Lyon, Nîmes...

LE GANVA ET LE TRAIN DÉCHETS NUCLÉAIRES

Le vendredi 7.11, alors que certainEs d'entre nous participaient à un rassemblement anti-nucléaire à la gare contre un train plein à craquer d'uranium appauvri (12 à 14 fois supérieur à la radioactivité naturelle) depuis les 14H, d'autres, **le Groupe Actions Non Violentes Antinucléaires (GANVA) passait à l'action** vers les 16H avec 5 camarades enchaînés aux rails, déterminés à ralentir ce chargement de la mort.

Le train fut stoppé 3H30. **L'opération policière fut, elle, violente** puisque deux personnes ont été brûlées et vont subir des greffes de peau sur la main. Un gème blessé a eu 2 tendons de la main sectionnés.

Puis, **l'Etat passe à la répression** : 7 interpellés sont sous contrôle judiciaire et ont dû déposer 16500 euros de caution à payer avant le 15 Novembre. Le procureur adjoint refuse que la somme soit payée en chèque le jour de la date butoir. La caution devra être payée en cash.

Le 8 décembre 2010, ils passeront au tribunal et ils encourrent 3750 euros et 6 mois fermes au pénal, plus une grosse amende pour « dédommagement des pertes encourues » et « plainte pour entrave à la circulation », plainte déposée en civil par la SNCF...

La solidarité s'organise : des activités de soutien (soirée, film, concert...) vont être proposées dans la semaine de ce procès politique contre cette action directe non violente et une collecte de dons est organisée par l'APSAJ (assos créée pour soutenir les militants du GANVA) : APSAJ, 6 cours des Alliés, 35000 RENNES ou par virement (Code IBAN : FR76 4255 9000 5541 02001473 207 / Code BIC : CCOP-FRPPXXX).

Caisse de grève

Par décisions prises dans les AG, un tiers de la caisse de grève (commune à l'AGIL et à l'AG étudiante) a été réservée aux participantEs à ces 2 AG qui en feraient la demande afin de couvrir une partie de leurs pertes financières liées à la grève. Cela représente 866 €. Les 2 autres tiers doivent être distribués à des secteurs étant ou ayant été en lutte.

1000 € ont donc été remis lundi 8 nov. aux salariéEs de Plysorol à Lisieux, directement sur le piquet de grève, par une délégation de l'AGIL et de l'AG étudiante. Il reste en caisse 666 €.

LES RENDEZ-VOUS :

Mardi 23 novembre

10H Manif place St Pierre.

Suivie d'une action de blocage économique à l'appel de l'AG étudiante.

Mercredi 24 novembre

18H Débat sur le mouvement (succès, limites, perspectives...) à l'appel de l'AGIL en Amphi Tocqueville, campus 1.

Jeudi 25 novembre

13H amphi Tocqueville, AG Etudiante

Mercredi 1er décembre

18H amphi Tocqueville AG intercatégorielle

Mercredi 8 décembre

TGI à Caen pour le procès des GANVA

Mercredi 15 décembre

18H amphi Tocqueville AG intercatégorielle

PLYSOROL : la lutte continue !

Depuis un mois, les salariéEs licenciés de l'usine PLYSOROL de Lisieux occupent leur usine jour et nuit (voir Infoluttes n°3). Mercredi 17/11, ils/elles ont reçu la visite de Ghassan Bitar, le repreneur de l'usine. Il s'est entretenu devant 200 salariéEs par la voix de ses avocats pendant 1H. Il avait l'air plus préoccupé de récupérer le stock de produits finis, que les salariéEs gardent comme monnaie d'échange, que du sort des 150 licenciés qui réclament toujours 18 mois de salaire. Ghassan Bitar est ensuite reparti sous escorte policière à la sous-préfecture où une réunion à huis-clos a eu lieu avec le sous-préfet et les élus. Pendant ce temps, la police empêchaient les salariéEs et leur avocate d'assister à ces discussions. Tollé chez les salariéEs qui n'ont pu participer aux négociations entre le repreneur et les élus et qui n'ont obtenu aucune réponse sur leurs indemnités de licenciement.

Logiquement, les salarié-e-s ont refusé l'invitation un peu plus tard dans la matinée du sous-préfet pour venir discuter. Les salaires d'octobre arrivent au compte-goutte. Une des salarié-e-s poursuit sa grève de la faim entamée le 16/11 et lundi 22/11 une délégation s'est rendue à Paris au Ministère de l'Industrie pour rencontrer un représentant des AGS pour négocier la prime de départ extra légale. **Bref, un dialogue de sourds, un patronat et des représentants de l'État hautains envers des salariéEs qui se battent pour leur dignité et obtenir des indemnités conséquentes.** L'AGIL continue de les soutenir et une délégation est allée leur verser 1000 euros issus de la caisse de grève. C'est avec émotion que les salariéEs ont reçu cet argent qui, on l'espère, pourra aider à entretenir la révolte jusqu'à totale satisfaction. **Pour contacter et soutenir les salariéEs : PLYSOROL, 108 route d'Orbec, 14100 LISIEUX.**

PANAVI, USINE EN LUTTE ET DES SALARIÉ-S qui veulent leur part

Le 31/03/2010, les 78 salariéEs de l'usine PANAVI de MONDEVILLE apprennent la fermeture définitive de leur usine pour fin 2012 et donc leur licenciement économique. La direction prétente que l'outil de travail est désuet (usine créée en 1983) et que les nouvelles normes européennes interdiront le fréon (gaz frigorigène) en 2014. La boulangerie industrielle PANAVI a été rachetée par le groupe Belge VANDEMOORTELE en 2007 qui possède 30 sites en Europe (2200 salariéEs) dont 10 en France (970 salariéEs).

Le seul Comité d'Établissement (CE) existant pour les 10 sites, présent uniquement à la maison mère de Torcé (35), a validé un Plan Social Économique (PSE) avec la complicité du syndicat CFTC, acquis à la cause patronale. En effet, le CE de Torcé entérine toutes les décisions de la direction sans jamais consulter les salariéEs dispersés sur le territoire ; et c'est ainsi que la fermeture de Caen est décidée à Torcé avec un PSE le moins coûteux possible pour la direction. Des salariéEs de Caen ont très vite réagi en créant une section syndicale CGT et en provoquant des élections professionnelles pour être représentés au Comité d'Entreprise et devenir acteurs de leur avenir. Pour se faire, ils/elles saisissent l'inspection du travail qui suspend immédiatement le plan de départ volontaire et le PSE (négociés par le syndicat maison) pour manque d'informations jusqu'à la mise en place d'un nouveau CE sur le site de Caen.

Ils/elles obtiennent une large majorité (75%) et exigent dorénavant un PSE beaucoup plus conséquent pour leur licenciement. De nouvelles négociations sont en cours. La direction, avec ses cadres, intensifie la pression et tente de convaincre individuellement les salariéEs d'accepter :

- Soit un reclassement interne avec prime de 3500 euros et prise en charge de leur déménagement à plusieurs centaines de kilomètres de Caen.

- Soit un départ volontaire avec la prime minimale légale.

À ce jour la grande majorité a refusé. La direction vient de leur annoncer que finalement la fermeture pourrait être effective dès janvier 2011. Les salariéEs craignent que les événements s'accroissent à partir de mi-janvier, après que la direction ait terminé d'honorer les commandes de galettes des rois (une grosse partie du chiffre d'affaire annuel de l'usine avec 18 millions d'unités qui passent par Caen).

Loin de se résigner, ils/elles entendent bien ne pas se faire jeter sans indemnités conséquentes (50% du personnel a entre 47 et 57 ans). Ils/elles ne sont **pas dupes** de la stratégie du groupe qui réorganise structurellement sa production en fermant l'unité de Caen pour ouvrir une unité à ARRAS qui sera beaucoup plus rentable avec moins de personnel et une chaîne de production ultramoderne. La logique est toujours la même pour le patronat et ses actionnaires : une productivité maximale pour des profits toujours plus juteux. Une délégation de l'AGIL a rencontré des salariés de Panavi pour leur exprimer son soutien dans leur lutte et nous espérons concrétiser durablement ces liens à l'avenir.

Sanctions et comportements divers de l'administration dans les lycées caennais !

« Irrresponsables, casseurs, sécheurs, pas concernés, pas au courant, manipulés ... » On aura tout entendu, tout subi, des rapprochements fallacieux à la négation totale de l'investissement sensé dont sont capables des jeunes gens [...].

C'est pourquoi dès le début du mouvement les directives sont tombées, venues des plus hautes sphères ; que tout soit mis en œuvre pour « casser » cette libre expression. Menaces morales, voire physiques, intimidations, sanctions, renvois... Tout a été utilisé sans complexe ni respect aucun par les administrations des établissements.

Avant les vacances : Rostand : des renvois pour une semaine de l'internat, certains se sont transformés en travaux d'intérêts généraux à la demande des élèves. **Allende** : coups de coude du principal pour casser la chaîne d'élèves devant le lycée + prise de photos de tous les élèves participants à cette chaîne. **Jules Verne** : fermeture de l'internat et remise des élèves aux parents. **Dumont-d'Urville** : appels des parents par le proviseur, soi-disant « casse » et violence vis-à-vis des professeurs = menaces / 1 exclusion de cours / 1 claque. **Internat Dumont-Laplace** : Lettres de menaces aux parents suivies de 68 renvois de l'internat pour 1 à 14 nuits. Un jeune majeur exclu s'est retrouvé « à la rue » demandant l'hospitalité aux étudiants ou dormant au dépôt quand il y avait blocage nocturne. **Victor-Hugo** : fermeture administrative suite à l'arrivée de la police dans le bâtiment pendant la tentative de blocage / 2 gifles d'un CPE. **Malherbe** : 1 exclu du voyage à Berlin et du Lycée pendant les 4 jours où il devait être à Berlin. Accusation d'ébriété non démontrée, refus de rembourser le voyage.

Après les vacances : Malherbe : 8 internes ont eu 1 avertissement + 7 internes exclus de l'internat pour 4 nuits. Sanctions qui ont été mises en « sursis » suite à l'intervention des élèves et parents d'élèves au C.A. / 2 exclus de cours pour 3 jours sans remise en cause ni sursis / Menaces verbales et physiques de membres de l'administration à l'encontre d'élèves « bloqueurs » / Intervention physique, énergétique et déterminée, des membres de l'administration (la proviseure et proviseur adjoint) pour empêcher le blocage jeudi 4/11 [...].

Qu'une génération veuille accéder à un degré de visibilité et revendique sa part de responsabilité dans les affaires publiques ne devrait que tou-te-s nous réjouir, surtout à une époque où on ne cesse de leur dire que ce sera plus dur pour eux et qu'ils auront moins de droits.

Extrait d'un communiqué de l'AG inter-lycées de Caen.

COORDINATIONS d'AG INTERPRO GRAND OUEST et NATIONAL

La Coord. Grand Ouest du 20.11 (avec Caen, Nantes, Tours, Vannes, Quimper, Lorient, Brest...) était au bilan de la décade du mouvement, mais propose de futures perspectives à faire redescendre en AG locale : organiser une action dans toutes les villes le même jour ou dans une seule, rappel des positions critiques vis-à-vis de l'Intersyndicale Nationale, maintenir nos acquis de lutte... // 2^{ème} Coordination Nationale : le 27 novembre à Nantes.

N'hésitez pas à nous envoyer par mail des infos sur les luttes dans vos différents secteurs.

Les médias nous mentent et minimisent l'ampleur de la colère sociale. Nous vous conseillons d'aller sur les sites internet de contre-information qui suivent : Pour des infos locales : www.resistances-caen.org Pour des infos nationales ou provenant d'autres régions : www.7septembre2010.fr, les sites locaux du réseau Indymedia (Nantes, Paris, Lille, Grenoble, Toulouse...), www.jurilibertaire.over-blog.com, <http://bellaciao.org>, <http://rebellyon.info...>